

problèmes futurs, parce que cela serait tout aussi inefficace. C'est pour cela qu'on m'a accusé publiquement de vouloir saper la libre entreprise pour y substituer un système d'intervention étatique dans toute décision d'ordre économique. Il n'en est rien, car, dans l'entrevue de fin d'année qui a alimenté cette controverse, je ne faisais absolument aucune allusion à la libre entreprise. Je parlais d'une économie de marché, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Le fait est que depuis plus de cent ans, depuis que le Gouvernement a coopéré à la construction du Canadien Pacifique en lui concédant des terres de la Couronne, le Canada a eu non pas une économie de marché, mais une économie mixte, caractérisée par un mélange d'entreprises privée et publique. C'est d'ailleurs précisément cette combinaison qui a rendu possible la prospérité dont nous avons joui.

De plus, c'est avec l'appui et l'encouragement du monde des affaires que le Gouvernement a continué à intervenir dans le marché pour favoriser la croissance et la stabilité, notamment lors de la création de la Commission canadienne du blé, lors de la négociation du pacte Canado-américain de l'automobile et par des mises de fonds massives dans le projet Syncrude.

Jusqu'à ce que j'aie pris connaissance des vives réactions de certains hommes d'affaires au cours des dernières semaines, j'étais persuadé que la grande dépression des années trente avait fait disparaître pour toujours l'idée qu'une économie de marché engendrerait d'elle-même, en dehors de toute aide gouvernementale, un état idéal de croissance économique constante, de stabilité des prix et de plein emploi.

La dépression a persuadé la plupart des gens de la nécessité d'une intervention gouvernementale massive dans l'intérêt de la stabilité économique générale. Il a été également reconnu que l'État doit intervenir dans l'économie, par exemple, pour redistribuer les revenus, et pour s'assurer que l'industrie privée agit conformément à l'intérêt public.

Comme vous le savez, la conception traditionnelle voulait que le libre choix du consommateur régisse l'économie. Au temps, où, au Canada, on s'éclairait à la chandelle, par exemple, on pensait que les choix faits par les consommateurs, parmi les produits des différents fabricants de chandelles, déterminaient les prix, ainsi que le niveau correct de production et d'emploi. Bien peu évoquaient la possibilité qu'un fabricant réussisse à dominer le marché de la chandelle privant ainsi les consommateurs de leur liberté de choix, ou qu'un syndicat de fabricants acquière un monopole sur le prix de la main-d'oeuvre de l'industrie, ou encore que des chandelles de